Ameublements
Décoration
Mercier Frès
179, rue Nationale,
LILLE
Lustrerie
Papiers peints

77e Année. — N° 4. Le numéro : 20 centimes LUNDI 4 JANVIER 1926.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS { Nord et limitrophes..... 3 mois, 17.00 ; 6 mois, 32.00 ; 1 an, 60.00 / France et Belgique..... » 18.00 ; » 34.00 ; » 64.00 / Union postale..... » 26.00 ; » 50.00 ; » 92.00

REDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS { ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter, 6. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille.

Chaussures Cécil
35 RUE NATIONALE
LILLE

BILLET PARISIEN

Les socialistes entre la doctrine et l'opportunisme

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 3 JANVIER (MINUIT).

Le parti socialiste avant à décider dimanche prochain de son attitude pour le cas où le pouvoir lui serait offert, les fédérations départementales ont déjà abordé l'examen de la question.

Mais d'abord, pourquoi pareille question se pose-t-elle et dans quels termes? Car il semblera étrange à beaucoup de gens que le parti socialiste, après avoir refusé de s'associer à un Gouvernement Briand en avril 1925 et à un Gouvernement Herriot le 26 novembre de la même année, se mette aujourd'hui à étudier consciencieusement les conditions d'une participation au pouvoir, alors que personne ne la lui offre plus?

C'est que pendant les beaux jours du Cartel des gauches, les unifiés avaient, en restant dans la coulisse, tous les avantages du pouvoir sans en avoir les inconvénients. Ils tiraient les ficelles des marionnettes et si, par aventure, des pommes cuites étaient lancées sur le théâtre, ce n'était pas eux qui les recevaient.

Mais tout a une fin, même ce que les socialistes ont appelé « la politique de soutien ».

Aujourd'hui, les circonstances ont changé: le Cartel s'est disloqué et il apparaît aux cartellistes eux-mêmes que l'ancien Cartel et la nouvelle majorité parlementaire ne coïncident plus. Les plus sceptiques n'ont qu'à examiner les scrutins émis sur des questions essentielles pour en être vite convaincus.

Deux voies s'ouvrent dès lors devant le parti socialiste: il peut, ou bien s'enfermer dans l'abstention ou l'opposition et laisser faire la nouvelle majorité qui, par la force même des choses, est appelée à s'éloigner de plus en plus des conceptions socialistes, ou bien redonner vie au Cartel en proclamant son désir de participer à un Ministère radical-socialiste. C'est entre ces deux chemins que le Congrès socialiste choisira dimanche prochain.

Il ne prendra pas sa décision sans avoir longuement hésité. Car si, d'une part, les socialistes ne tiennent pas du tout à se discréditer dans leur clientèle en assumant les responsabilités du pouvoir en un pareil moment, ils se consolent difficilement, d'autre part, de la mort du Cartel.

Au nord de la Loire, presque toutes les fédérations se sont prononcées contre la participation, et cela n'a rien d'étonnant, puisque la coalition électorale entre socialistes et radicaux a été rare dans la France du Nord. Mais au sud de la Loire, où cette coalition a été de règle, la participation a de chauds partisans parmi les socialistes qui ont peur de déplaire à leurs électeurs en coupant les ponts avec les partis bourgeois. Il y a bien des chances, néanmoins, pour que ce soit finalement les adversaires de la participation qui l'emportent au Congrès.

R..

M. BERENGER VA S'EMBARQUER LE 6 JANVIER POUR L'AMERIQUE

M. Henry Bérenger, sénateur, nommé ambassadeur de France à Washington, s'embarquera, pour aller prendre possession de son poste, mercredi 6 janvier, au Havre, sur le paquebot *Paris*. Avant son départ, il sera reçu à l'Hôtel de Ville du Havre, par la Municipalité.

ENTRE NOUS

Les Scouts de France

Dans tous les milieux sociaux, il y a des âmes jeunes, ardentes, vrais réservoirs d'énergie. Si on les dirige par le scoutisme vers le bien, elles deviendront dans les classes populaires des forces créatrices de bien. Si on les laisse aller au mal, elles seront des forces de destruction. »

Cette vérité proclamée par Sir Baden-Powell, le père du scoutisme, a fait son chemin. Depuis 1907, les scouts se sont multipliés d'étonnante façon: ils sont aujourd'hui plus de trois millions dans le monde entier. En France, le mouvement contrarié par les années de guerre, se développe depuis l'armistice avec rapidité. Et comme « l'idéal catholique est en parfait accord avec les principes du scoutisme », le scoutisme catholique français connaît actuellement un succès très facile à expliquer.

En effet, l'idée pédagogique qui préside à la formation des groupes de scouts, est basée sur des principes essentiellement chrétiens: 1° Le scout est fier de sa Foi et lui soumet toute sa vie; 2° Le scout est fils de France et bon citoyen; 3° Le devoir du scout commence à la maison.

D'autre part, la loi scoute qui découle de ces principes est de l'excellent catholicisme en action. C'est la paraphrase pratique à l'usage de la jeunesse du grand précepte évangélique: Aimez-vous les uns les autres.

Ainsi compris, le scoutisme est une école de fraternité où les jeunes consciences se forment au devoir social, comme au devoir tout court.

Et comme les principes de la loi scoute sont les mêmes pour toutes les nations, il y a dans ce mouvement un élément pacificateur dont on aurait tort de méconnaître la valeur.

Ecole d'énergie, d'initiative, d'entr'aide, le scoutisme est encore la préparation la plus rationnelle et la plus attrayante à tous les sports de plein air. Il engendre la santé, la belle humeur, le sens du beau.

En provoquant chez l'individu le maximum d'efforts, le scoutisme fait des hommes résolus, habiles, utiles, à qui l'avenir doit nécessairement sourire. C'est, sous une forme moderne, notre vieille Chevalerie française qui renaît. Les scouts ne tirent-ils pas leur nom des *Escoutes* dont parle Froissard, soldats d'avant-poste, hommes de dévouement?

Quand on réfléchit aux magnifiques espérances que fait naître le scoutisme français, on comprend mieux pourquoi les plus hautes autorités religieuses, morales, sociales, littéraires et économiques lui ont donné l'appui de leur patronage.

Et, avec le président des 130 troupes qui composent la Fédération Nationale Catholique, nous disons à chacun de nos jeunes lecteurs: Fais-toi scout de France!

MAURICE AUBER.

Le dimanche de nos ministres

M. CAMILLE CHAUTEMPS A ANNECY

Annecy, 3 janvier. — M. Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur, dont le père, M. Emile Chautemps, représenta pendant de longues années la Haute-Savoie au Parlement, et dont l'un des frères, M. Félix Chautemps, mort au champ d'honneur, fut également député de ce département, est aujourd'hui, l'hôte de la ville d'Annecy.

Les groupements républicains ont organisé en son honneur une cérémonie, qui a débuté dans la matinée par une réception à l'Hôtel de Ville et qui s'est terminée, à midi, par un grand banquet démocratique.

A l'issue du banquet, des discours ont été prononcés par le préfet, le maire M. Fernand David, et M. Camille Chautemps.

DISCOURS DE M. CHAUTEMPS

— Si la République, a dit M. Chautemps, parfois donne, à la suite des controverses de partis, une impression passagère de désunion et d'impuissance, elle a toujours su se ressaisir sous la pression d'une opinion publique éclairée et généreuse, à faire face à ses droits patriotiques. Si des groupes sortant du cadre de la légalité, prêchant la violence et le désordre, et poussant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, le devoir du gouvernement sera d'appliquer les lois avec fermeté, et de maintenir au besoin par la force, l'ordre et la paix publique. Le sentiment national ne doit pas conduire les partis à renoncer à de légitimes controverses, qui sont la rançon de la liberté et la condition du progrès. Il doit seulement imposer aux concitoyens l'esprit de justice et leur conseiller de sincères efforts de conciliation au cours des grands problèmes qui commandent l'avenir de la France.

Le salut du pays dépend de notre énergie à résoudre l'équilibre du budget, pour éviter le recours ruineux, et d'ailleurs désormais impossible, aux emprunts, à décharger le Trésor par un amortissement progressif, d'une partie de la dette flottante; à régler les dettes interalliées, et à poursuivre une politique méthodique d'assainissement financier. Pour atteindre ce but, il faudra au gouvernement et au Parlement une volonté résolue et un grand esprit de conciliation. Je crois fermement que, dans un avenir prochain, le parti républicain ayant placé le pays sur la voie de rétablissement de sa prospérité et de sa quiétude, pourra poursuivre avec confiance la réalisation de son programme de progrès social. Il lui sera possible d'ailleurs d'alléger, pour nos enfants, le poids encore excessif de nos obligations militaires, de donner

M. CAMILLE CHAUTEMPS

l'hygiène aux travailleurs, et de protéger leurs familles. Il permettra aux enfants du peuple d'accéder aux plus hauts degrés de l'instruction. A l'heure grave où nous sommes, il peut sembler téméraire de tracer un tel programme et j'ai confiance dans l'avenir: affermissons nos courages, réunissons nos efforts.

M. RENÉ RENOULT

inaugure un monument aux morts d'Hyères

Hyères, 3 janvier. — M. René Renoult a présidé, aujourd'hui, la cérémonie d'inauguration du monument élevé à la mémoire des enfants d'Hyères morts au champ d'honneur. A cette occasion, il a prononcé un discours, dont voici les principaux passages:

— Il est nécessaire, dit-il, que des cérémonies comme celle d'aujourd'hui ramènent notre pensée vers la leçon qui monte des cénotaphes, des monuments et des tombeaux. Les soldats français ont été grands parce qu'ils ont senti tourbillonner dans leur tête la conviction que la guerre était une chose hideuse dont il fallait à tout prix empêcher le retour.

Jaurès s'était élevé contre la prétendue fatalité de la guerre, et il déclarait: « L'humanité est maudite si, pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement. » Nos combattants de la grande guerre portaient en eux, inconsciemment, des parcelles de cette flamme. Aussi, le monument le plus splendide que nous puissions élever à nos héros, c'est celui qui se dressera dans nos cœurs, quand nous y aurons scellé la ferme volonté de maintenir dans les voies de la paix, le développement des fragiles destinées humaines.

Après une longue période de convulsions désordonnées et d'avengles tâtonnements, les diverses nations ont repris leur marche vers la paix. Ce sera l'éternel honneur des hommes d'Etat, fiers serviteurs de la République, d'avoir mis au service de la plus noble des causes, tout ce qu'il y avait en eux de raison lucide, de sentiments généreux, de notion claire des plus pressantes réalités.

C'est Edouard Herriot, affirme M. Renoult, qui a donné à Genève, devant les nations représentées, la pure formule de la pensée française: arbitrage, sécurité, désarmement. C'est M. Painlevé qui, succédant à M. Herriot, a nettement dessiné la ligne de conduite d'où les bons pilotes sauront ne point s'écarter. C'est enfin M. Briand qui sut, à Locarno, sceller les accords de paix de la vieille Europe, enfin détachée de l'esprit belliqueux, et donner les conseils salutaires d'où sortira la paix véritable et définitive.

La collaboration envisagée avec les autres grandes nations européennes, non seulement garantira notre sécurité, mais donnera le remède aux crises économiques qui, dans les divers pays, risqueraient de remettre en question la tranquillité du lendemain.

Lorsque nous serons revenus à de saines finances et que par des conférences bien conduites nous aurons su activer les échanges entre les producteurs de tous les pays, alors seulement nous aurons couronné notre œuvre de paix et mérité des titres nouveaux à la reconnaissance du monde civilisé.

Le cambriolage de bijoux de Nice

La servante de Mme Osbourne est arrêtée

Nice, 3 Janvier. — A la suite de l'enquête ouverte au sujet du cambriolage commis à Cimiez, au préjudice de Mme veuve Georges Osbourne, à qui on a volé pour plus d'un demi-million de bijoux et de valeurs, le service de la Sûreté a procédé à l'arrestation de Mlle Victorine Pancro, 33 ans, domestique au service de la plaignante.

La servante a été écrouée, car le vol aurait été commis sur ses indications, par son ami, Manzoni Martino, qui est en fuite.

Uue statue à la gloire d'un chien

LE CHIEN BALT ET SON MAITRE A COTÉ DE LA STATUE DU CHIEN (Wide World photos.)

On se rappelle que le chien Balt a permis de sauver la population de Nome, dans l'Alaska, d'une épidémie de diphtérie en parcourant une très longue distance avec, sur son dos, le vaccin nécessaire contre la maladie. On vient, pour commémorer cet exploit, d'élever une statue en bronze au chien Balt. Et voici le chien accompagné de son maître contemplant l'effigie qu'on vient d'élever pour sa gloire qui ne périra pas dans la mémoire des habitants reconnaissants de Nome.

Le redressement financier

LES DOLEANCES DES MARCHANDS DE SOIE DE LYON

Lyon, 3 Janvier. — L'Union des marchands de soie de Lyon vient d'écrire, par l'entremise de son président, M. Henry Morel-Journel, aux ministres du Commerce et des Finances, une lettre dans laquelle on lit :

Nous avons télégraphié, la semaine dernière, au président du Conseil pour l'avertir que nous étions menacés de ne pouvoir importer autrement qu'en livres sterling les soies d'Extrême-Orient, qui représentent 82 % de la production totale. En effet, cette importation se règle par traites documentaires à quatre mois de l'arrivée de la marchandise en France. En conséquence, le banquier d'Extrême-Orient qui escompte cette traite, se trouve, en réalité, acheter du franc à six mois.

Dans la situation actuelle, cette opération présente des risques que le banquier peut, du jour au lendemain, ne plus vouloir courir, comme cela s'est déjà passé en février 1924. Dans ce cas, le commerce d'importation se trouverait contraint d'acheter dans une monnaie stable, en fait en livres sterling, et d'assumer, lui-même, ou d'imposer aux fabricants français le risque de change que le banquier ne veut plus courir.

Etant donnée la valeur de la soie (4 à 500 fr. par kilo), ce risque porterait sur de telles sommes que cela entraînera forcément une réduction considérable des importations au détriment de l'industrie française de la soierie; en même temps, les achats par doses massives de livres sterling auxquels seraient contraints nos importateurs, auraient une influence regrettable sur le change. Sous peine de voir ruiner l'organisation qui fournit la matière première aux fabriques de soieries, organisation aux bénéfices de laquelle l'Etat est largement intéressé, il est urgent que le change se stabilise pour rétablir la confiance.

Nous souhaitons ardemment que la Chambre cesse de donner le spectacle déconcertant d'une assemblée subordonnant la restauration financière et le salut du pays à des considérations électorales et parlementaires. Nous approuvons en tout point le programme de réforme élaboré par la Confédération générale de la production française, et nous espérons pour notre pays et pour notre commerce, que cet appel sera entendu pendant qu'il est encore temps.

UN PROJET DE CONCOURS DE PLANS FINANCIERS

Montpellier, 3 Janvier. — La Chambre de Commerce de Béziers a émis le vœu que soit mis au concours, entre tous les français, avec attribution de prix élevés destinés à stimuler le zèle et la recherche des intéressés, les moyens de donner à la trésorerie l'élasticité nécessaire à l'exécution loyale des engagements de l'Etat en n'ayant recours à l'inflation, génératrice de la vie chère, que dans la mesure absolument nécessaire.

Elle préconise la suppression des emplois inutiles et la cession d'une partie des monopoles.

Le maréchal Pétain est invité à Madrid

Mais quand ira-t-il ?

Madrid, 3 Janvier. — Une note communiquée à la presse, déclare sans fondement la nouvelle publiée par certains journaux, selon laquelle le maréchal Pétain viendrait prochainement à Madrid.

Il est exact que le roi et le gouvernement ont invité le maréchal à venir à Madrid car ils désirent manifester l'affection que mérite cet illustre chef qui a obtenu de si brillants succès pendant la dernière campagne avec la collaboration espagnole.

Le maréchal, malgré son vif regret, n'a pas pu satisfaire à ce désir, empêché qu'il était par les nécessités du service qui le rappelaient d'urgence à Paris.

Depuis lors, l'invitation reste pendante. Il n'en a plus été question officiellement. En conséquence, il n'y a rien qui puisse permettre de présenter comme certaine, la venue à Madrid, du maréchal Pétain qui, cependant, serait reçu avec enthousiasme.

L'AGITATION REVOLUTIONNAIRE

400 communistes grecs arrêtés et déportés

Londres, 3 Janvier. — On mande d'Athènes à la « British United Press » que la police hellénique a fait procéder à l'arrestation d'environ quatre cents communistes grecs, qui seront déportés aux îles de l'Egée.

La police hellénique avait obtenu la preuve que certaines des personnes mises en état d'arrestation avaient essayé de se procurer un plan de mobilisation générale grecque, de façon à pouvoir mieux organiser le coup d'Etat que les chefs communistes projetaient.

AU MAROC

ABD-EL-KRIM fut aidé par Moscou

Des remerciements significatifs

Genève, 3 janvier. — Abd-el-Krim a adressé une longue lettre de remerciements au gouvernement soviétique. Il remercie pour l'aide de la IIIe Internationale, l'envoi d'argent, d'armes et d'excellents officiers surtout utiles à son artillerie.

Renforts d'agitateurs communistes

Genève, 3 janvier. — Le 26 novembre, la délégation d'Abd-el-Krim est repartie de Moscou pour le Riff, par Constantinople. L'exécutive de la IIIe Internationale lui a enjoint trois agitateurs marocains et deux Russes, l'aviateur ex-lieutenant Constantin Bogorodsky et l'ancien colonel d'artillerie Serge Kougouschell. Ces deux derniers vont faire preuve de leur talent dans l'armée riffaine.

Un fameux caïd riffain est tué

Une dépêche annonce qu'un lieutenant d'Abd-el-Krim a été tué au cours d'un combat dans la région de Taounat. Ce chef est le fameux caïd Alloueh, réputé dans tout le Riff pour sa valeur militaire. Son cadavre est demeuré aux mains de nos troupes.

L'ENTREVUE DU RAPALLO

Un échec de M. Mussolini

Londres, 3 janvier. — Le rédacteur diplomatique du « Sunday Express » écrit : Ce n'est un secret pour personne dans les cercles diplomatiques que l'entrevue du Rapallo entre M. Mussolini et sir Austen Chamberlain a échoué.

Le but du président du Conseil italien en proposant cette entrevue était de s'assurer si le ministre des Affaires Etrangères britanniques qui, du su de tous, a intercédé en faveur de la France auprès de M. Churchill, pendant les négociations de l'été dernier au sujet de la dette française, serait disposé à montrer le même intérêt pour l'Italie aux prochaines négociations entre la délégation italienne et la Trésorerie.

En guise d'encouragement, M. Mussolini termina ses avances par l'offre d'une aide italienne pour la Grande-Bretagne dans le proche Orient si celle-ci en avait besoin dans un avenir prochain.

Toutefois, sir Austen Chamberlain mit brusquement fin au projet en informant froidement son interlocuteur qu'il n'était pas disposé à entrer en pourparlers au sujet d'une question telle que la dette italienne qui devait être laissée entièrement au chancelier de l'Echiquier.

Les faux billets de banque français

Les arrestations

Budapest, 3 Janvier. — Dans l'affaire de falsification des billets de banque français, après l'arrestation d'un domestique nommé Kovacs, la police a arrêté aujourd'hui, le secrétaire du prince Windisch-Gretz, un nommé Rabat.

Les investigations sont énergiquement poursuivies.

Selon les journaux, les clichés et le papier utilisé par les faussaires seraient de provenance allemande.

Les investigations à Vienne

Vienne, 3 Janvier. Des recherches concernant les faux billets de banque français sont effectués à Vienne :

Aujourd'hui sont arrivés des fonctionnaires de la Sûreté générale de Paris et des fonctionnaires de la Banque de France qui ont demandé aux autorités de coopérer aux recherches dans le but de savoir si les falsificateurs ont séjourné à Vienne et s'ils y ont fait circuler de faux billets.

Un nouvel exploit de cambrioleurs à Saint-Denis

Ils perforent un coffre-fort et enlèvent plusieurs centaines de mille francs

Paris, 3 janvier. — Après quelques jours de répit, les perceurs ont de nouveau opéré la nuit dans une usine rue du Landy, à Saint-Denis, où ils ont perforé un coffre-fort contenant, croit-on, plusieurs centaines de mille francs.

Les cambrioleurs ont laissé de côté le coffre-fort du caissier qu'ils savaient ne contenir que très peu d'argent, pour s'attaquer au coffre-fort se trouvant dans le bureau de l'administrateur

AVANT LE CONGRÈS SOCIALISTE

La participation au pouvoir

devant la Fédération de la Seine

SEANCE DU MATIN

Paris, 3 janvier. — En prévision du congrès que doit tenir, à partir du 10 janvier, le parti socialiste S. F. I. O., la Fédération de la Seine de ce parti s'est réunie aujourd'hui à la Mairie du Pré-Saint-Gervais, pour connaître les directives qu'elle doit prendre, en ce qui concerne la question de la participation des membres du parti aux pouvoirs publics.

La séance est ouverte à 10 h. 30, sous la présidence de M. Boistard, maire du Pré-Saint-Gervais.

Une centaine de délégués sont présents. M. Léon Osmin, secrétaire de la Fédération, déclare que l'assemblée va discuter sur la principale question portée à l'ordre du jour: La crise politique, et donnant la marche des débats, il annonce qu'une nouvelle réunion aura lieu le 8 janvier, au cours de laquelle les délégués prendront une décision par un vote sur la question de la participation des membres du parti aux pouvoirs publics.

La discussion est ouverte sur la crise politique.

M. Thomas, du 18e arrondissement, déclare que le moment est venu pour le parti de prendre ses responsabilités, et il voudrait pour la classe ouvrière, que le parti arrive à l'heure de la réalisation de son programme, en prenant part effectivement au pouvoir.

M. Mauranges est également partisan de la participation, et il dit que pour les socialistes, il n'y a que deux politiques, celle d'opposition ou de participation. Actuellement, la participation se justifie par suite de raisons économiques.

Dans un long discours, l'orateur indique qu'en Belgique, les socialistes participent au Gouvernement avec les catholiques, et il ne comprend pas qu'en France, en régime républicain, les socialistes refusent le pouvoir. En terminant, M. Mauranges assure à l'auditoire que si les socialistes continuent à poursuivre leur politique d'isolement, ils iront à un désastre.

A midi, la séance est levée et renvoyée à cet après-midi.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

Paris, 3 Janvier. — Le Congrès de la Fédération de la Seine du parti Socialiste S.F.I.O., a poursuivi ses travaux cet après-midi.

A 14 h. 30, la discussion est reprise sur la question de la participation ministérelle.

M. Rodrigues déclare que ce qui doit sortir du Congrès, est une formule d'action, et il dépose sur le bureau, une motion demandant que le projet financier socialiste soit étudié avec les partis de gauche.

M. Zyromski déclare qu'en aucun cas, la doctrine socialiste ne peut se solidariser avec les autres partis politiques; la doctrine socialiste condamne toute alliance du parti avec les autres partis. L'orateur assure qu'il est très clairement adversaire de la politique du cartel: Il est contre toute participation ministérielle et contre les gouvernements de coalition. Ce qu'il veut et ce qu'il demande à la Fédération de la Seine, c'est un gouvernement socialiste avec prépondérance numérique, pour réaliser le programme du parti socialiste.

M. Drouot soutient que la participation c'est le bon sens et la raison, sinon pour aujourd'hui, sûrement dans l'avenir.

M. Léon Osmin, secrétaire de la Fédération de la Seine, fait remarquer qu'on oublie la charte du parti et que la collaboration n'a rien donné pour la classe ouvrière. Le monde du travail ne veut pas de la participation.

M. Montbard, au contraire, prévoyant la banqueroute, demande que le parti socialiste ne la laisse pas se faire, parce qu'elle retomberait sur la classe ouvrière.

M. Le Troquer se déclare l'adversaire de la participation, car pour lui, ce serait redoutable pour le parti socialiste, que de donner l'apparence du pouvoir et ne pas l'avoir. « Si nous prenons le pouvoir, ajoute-t-il, nous le garderons en entier, et nous nous dresserons contre le Sénat, s'il en est besoin. »

M. Waltz dit qu'à la suite du Congrès du 10 janvier, la discipline devra être observée parmi les membres du parti, et quelle que soit la décision prise, la minorité devra s'incliner.

M. Bracke soutient la même thèse que M. Le Troquer, et est d'avis que le parti socialiste doit prendre le pouvoir tout entier, et si nous formons un gouvernement, dit-il, nous pourrons aller chercher des collaborateurs dans les partis dà-côté.

M. Maurice Maurin est également partisan de la prise totale du pouvoir.

M. Metois n'accepte pas la participation ministérielle, car d'après lui, il n'y a pas de majorité au sein du parti socialiste pour créer cette participation. Il demande donc à la Fédération de la Seine de suivre une politique purement socialiste.

Après quelques mots de **M. Jean Longuet**, la discussion est close.

Avant de se séparer, les délégués ont nommé une Commission chargée de rédiger une résolution sur la participation ministérielle. Cette résolution sera soumise au vote des délégués, au cours d'une prochaine réunion, qui aura lieu vendredi prochain.

La séance est ensuite levée.

On dit que sur 265 mandats de délégués, il y a environ 155 mandats contre la participation, et 105 mandats pour la participation.

POUR LA PARTICIPATION

La Fédération des Pyrénées-Orientales

Perpignan, 3 janvier. — Le Congrès de la Fédération des Pyrénées-Orientales, réuni, ce matin, a voté à l'unanimité, moins neuf voix, la motion Renaudel sur la participation des socialistes au Gouvernement.

La Fédération de l'Oise

Creil, 3 janvier. — La Fédération socialiste de l'Oise a accordé quarante-huit voix à la motion de la Haute-Garonne, favorable à la participation, contre quarante-quatre à la motion Paul Faure.

La Fédération socialiste du Gard

Nîmes, 3 janvier. — Le Congrès de la Fédération socialiste du Gard a voté, par 1.442 voix la motion Compère-Morel, contre 79 pour la motion Renaudel.

La Fédération socialiste de l'Hérault

Montpellier, 3 janvier. — Réuni à Montpellier, le Congrès de la Fédération socialiste S. F. I. O. de l'Hérault, a voté par 381 voix contre 168, une motion favorable à la participation des socialistes au pouvoir.

La section stéphanoise

Saint-Etienne, 3 janvier. — La section stéphanoise du parti socialiste S. F. I. O. s'est réunie, ce soir, et a approuvé le principe de la participation du parti au pouvoir.

POUR LA NON-PARTICIPATION

La Fédération des Bouches-du-Rhône

Marseille, 3 janvier. — La Fédération des Bouches-du-Rhône du parti socialiste S.F.I.O. a tenu, ce matin, un congrès, à l'ordre du jour duquel figurait la discussion sur les motions sur la participation ministérielle.

Motion Paul Faure: 225 voix (non participation).

Motion Renaudel: 10 voix (participation).

La Fédération de la Savoie

Chambéry, 3 janvier. — Ce matin, s'est tenu le Congrès fédéral socialiste. Sur 61 délégués, 33 ont voté pour la motion Paul Faure, 26 pour la motion Renaudel et deux pour la motion Zereniski.

La Fédération de la Somme

Amiens, 3 janvier. — Voici le résultat du vote de la Fédération socialiste de la Somme, sur la participation ministérielle: 41 mandats contre; 28 mandats, pour.

Pourquoi le prince Carol a-t-il renoncé à la couronne ?

Rome, 3 Janvier. — Le prince Nicolas, fils cadet du roi de Roumanie, a déclaré qu'il ignorait absolument les raisons qui ont pu pousser son frère Carol à renoncer à ses droits à la couronne.

Il est bien possible qu'il s'agisse d'un roman d'amour, Carol aimait sa première femme et il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'il lui sacrifie ses droits à la couronne.

Le prince a démenti la nouvelle selon laquelle la princesse Hélène, sa belle-sœur, souffrirait d'une grave affection de la vue.

Quant à la version selon laquelle le prince Carol aurait été obligé de renoncer à ses droits par une sorte de complot, le prince Nicolas la considère comme une histoire inventée à plaisir. « Je ne crois pas m'avancer, a-t-il dit en démentant formellement une telle sottise. »

En terminant, le prince a déclaré qu'il n'était pas en relation avec son frère qu'il n'a pas vu depuis longtemps. Il croit qu'il se trouve actuellement quelque part en Italie, mais il ignore où.

« Le Corriere della Sera » dit que le prince Carol se trouve en compagnie de la princesse Lupesco.

Quant à Mlle Zizi Lambrino, elle est actuellement à Paris et remariée à un officier roumain.

Mais le roman d'amour qui est inventé comme prétexte à la renonciation au trône paraît assez étrange.

Ce ne serait point, en effet, Mme Zizi Lambrino, sa première femme, mais la fille d'un grand industriel de Bucarest qui se trouverait en compagnie du prince Carol.

D'autre part, la princesse Hélène sa seconde femme, se rendrait auprès du prince.

S'agit-il d'une suprême tentative pour essayer de le retenir ou bien, ce qui semble le plus probable, a-t-elle été appelée par son mari, désireux de régler à l'amiable ses rapports avec elle?

Désaccord politique

Bucarest, 3 Janvier. — On fait ici allusion à des dissensions entre le prince Carol et M. Bratiano, soutenu par la reine. A plusieurs reprises, le prince n'avait pas dissimulé l'agacement que lui causait l'intervention de sa mère chaque fois qu'il émettait une opinion ou faisait part de ses projets.

Après la Conférence du conseil de la Couronne, la reine Marie éclata en sanglots.

— C'est donc là le nouvel-an d'une reine de Roumanie, s'écria-t-elle. Le roi lui-même n'a pu retenir ses pleurs.

Le prince aurait quitté Venise pour la Suède. Les rumeurs les plus fantaisistes courent en Roumanie sur ses intentions.

C'est ainsi qu'on a fait circuler le bruit qu'il aurait conçu le projet de soulever les paysans et l'armée contre le gouvernement.

M. Bratiano, premier ministre de Roumanie aurait démissionné

Londres, 3 Janvier. — Une dépêche est transmise, via Vienne de Bucarest, aux journaux londoniens, selon laquelle M. Bratiano aurait démissionné. Toutefois, la nouvelle n'a pas reçu confirmation.

Un nouveau mode de transport en Amérique

(Wide World photos.)

UNE MOTOCYCLETTE-TAXI

très confortable vient d'être mise en service dans les rues de New-York, permettant un tarif beaucoup moins élevé.

LA REINE DOUAIRIÈRE D'ITALIE DANS UN ÉTAT GRAVE

Bordighera, 3 Janvier. — La reine douairière, que l'on pouvait, après une période de soulagement, déclarer en pleine convalescence, alors qu'on espérait qu'elle pourrait bientôt quitter le lit, a eu, après minuit, une congestion cérébrale soudaine.

Son état s'est aggravé d'heure en heure.

Voici les indications données par les docteurs: pulsation 120; température 39,9; respiration, 52. La reine a perdu connaissance.

Le sénateur Pescarolo, arrivé dans la nuit de vendredi, avec les docteurs Quirico et Odello, pour décider, en raison de l'amélioration d'état de santé de la reine, son transport à Rome, se trouvait cette nuit au château royal.